



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 18 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Dalkia

94 rue des Deux Communes
86000 Poitiers

Références : 2024 1558 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007204930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 novembre 2024 dans l'établissement Dalkia implanté 94 rue des Deux Communes 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 15 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dalkia
- 94 rue des Deux Communes 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007204930
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie centrale du réseau de chaleur urbain du Grand Poitiers est composée de 3 chaudières gaz, une chaudière biomasse et une cogénération, reliées à un réseau d'eau chaude qui distribue

chauffage et eau chaude sanitaire dans les sous-stations au pied des bâtiments (résidences, écoles, gymnase, etc.), et installées sur le site des Couronneries. Une chaufferie biomasse (paille) fournit également le réseau, sur un autre site.

Les équipes DALKIA assurent la maintenance et l'exploitation des installations de production d'énergie et de distribution ainsi que la gestion technique centralisée.

Les installations sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009, complété par des APC du 14 avril 2011, 10 juillet 2014 et 9 janvier 2017, afin d'encadrer le fonctionnement des installations soumises à la législation des installations classées sous la rubrique 2910.

De plus, considérant la nécessité d'actions sur les activités fortement émettrices de poussières et d'oxydes d'azote et le fait que l'établissement DALKIA site des Couronneries fait partie des émetteurs importants de ces deux polluants atmosphériques en Nouvelle-Aquitaine, le préfet de la Vienne a imposé par APC du 2 avril 2021 à l'établissement de mettre en œuvre des mesures en cas de déclenchement des procédures préfectorales lors d'un épisode de l'air ambiant. L'inspection ne vise que l'application de cet APC.

Thèmes de l'inspection :

- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'action	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Déclenchement des actions	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Modalités d'information	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Information et recommandations	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Alerte	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Application	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4 et 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un défaut de traçabilité des actions à mettre en place à suivre lors de déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant, même s'il a pu être constaté que certaines actions ont bien été enclenchées lors d'épisodes de pollution en 2023.

Il importe donc que l'exploitant intègre à son système qualité une procédure détaillant le plan d'actions à mettre en œuvre lors du déclenchement de procédures préfectorales en cas de pic de pollution et déroule ensuite l'ensemble des actions prévues de façon à contribuer à son niveau à une amélioration de la qualité de l'air lors de ces épisodes de pollution, pour qu'ils durent le moins long-

temps possible.

L'exploitant doit donc veiller à mettre en place une organisation garantissant la mise en œuvre des mesures prévues, conformément aux dispositions de l'APC du 2 avril 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'action

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : L'exploitant définit, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'action relatif au fonctionnement de son établissement lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant. Ce plan d'action est établi en intégrant et en adaptant les mesures des articles 4 et 5 du présent arrêté. Il est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : Aucun plan d'action spécifique n'a été présenté au cours de l'inspection. L'exploitant a cependant rappelé que les mesures détaillées dans les articles 4 et 5 de l'APC du 2 avril 2021 avaient fait l'objet de discussions avant la signature de l'arrêté, avec notamment des échanges le 2 décembre 2020 et le 6 janvier 2021. Les articles 4 et 5 de cet APC reprennent ainsi les propositions de l'exploitant faites en 2011. L'exploitant a considéré que la rédaction de l'APC du 2 avril 2021 est suffisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle que l'APC demande à ce qu'un plan d'actions spécifique soit défini. Ainsi, l'ensemble des mesures prévues dans l'APC ainsi que toutes autres mesures que l'exploitant juge importantes doivent être inscrites au sein d'une procédure interne qui permettra de garantir leur bonne mise en œuvre dès lors qu'un déclenchement de procédures préfectorales en cas de pic de pollution sera observé. L'exploitant transmettra donc la procédure interne reprenant le plan d'actions demandé par l'article 3 de l'APC du 2 avril 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclenchement des actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan d'action doit être mis en place au plus tard le lendemain du déclenchement des procédures préfectorales lors des épisodes de pollution de l'air ambiant tels que définis à l'article 2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'APC demande que les actions soient déclenchées au plus tard le lendemain des décisions préfectorales.</p> <p>L'exploitant a confirmé que c'est le cas, mais ce n'est tracé dans aucune procédure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la procédure interne qui sera élaborée, l'exploitant intégrera les délais de déclenchement maximum autorisés.</p> <p>Les modalités de déclenchement et les délais associés seront fixés et précisés à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Modalités d'information

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan d'action définit notamment les modalités mises en place par l'exploitant pour se tenir informé des évolutions de la qualité de l'air dans le département. Il peut utilement, à cet égard, recourir au dispositif d'alerte proposé par Atmo Nouvelle-Aquitaine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été indiqué au cours de l'inspection que deux personnes sont abonnées au service d'alerte d'Atmo Nouvelle-Aquitaine (le responsable d'Exploitation et la responsable d'Unité Opérationnelle).</p> <p>On rappelle qu'Atmo Nouvelle-Aquitaine est l'association agréée par le préfet de région pour assurer une surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Aquitaine. A ce titre, elle propose un service d'abonnement gratuit permettant de recevoir tous les jours un bulletin de la qualité de l'air et une information quant à la survenue d'un pic de pollution le cas échéant.</p> <p>Il a été constaté au cours de l'inspection que les deux personnes présentes sont abonnées et reçoivent ces informations.</p> <p>Cependant, l'inspection note que ces abonnements ont été effectués récemment, courant octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le risque de ne pas recevoir l'information de l'alerte Atmo Nouvelle-Aquitaine en cas d'absence des deux personnes rencontrées lors de l'inspection.</p> <p>Une information plus large pourrait être envisagée, sauf si l'organisation interne retenue aujourd'hui permet de garantir que l'information sera bien traitée.</p> <p>L'exploitant détaillera les modalités d'information retenues ainsi que l'organisation mise en place pour s'assurer que l'information sera traitée et transmettra la procédure à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Information et recommandations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures ci-après doivent être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'information et recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - une sensibilisation aux bonnes pratiques liées à l'écoconduite et invitation au covoiturage, mobilité douce, transports en commun et aux limitations de vitesse en période d'épisode doit être communiquée auprès de tous les employés ; - l'exploitant définit les moyens pour informer (mails, téléphone, affichage sur site...) l'ensemble de ses salariés du déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant et des mesures qu'ils doivent mettre en œuvre ; - la présence sur site des salariés pouvant exercer leurs fonctions à distances doit être limitée dans la mesure du possible ; - une sensibilisation des transporteurs à la présence du pic de pollution doit être réalisée, en prônant par exemple la mise à l'arrêt des véhicules, la limitation de vitesse, et toute mesure adaptée ; - une vérification des gestes de bonne conduite, pratique doit être effectuée de manière renforcée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en accord avec les mesures prévues a minima dans l'APC du 2 avril 2021. En l'absence de procédure interne, il ne peut être vérifié qu'elles sont effectivement prévues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan d'actions qui sera traduit dans une procédure interne devra détailler précisément les actions prévues lors d'un pic de pollution avec un dépassement du seuil d'information et de recommandation.</p>

L'inspection des installations classées note la proposition, non actée au cours de l'inspection, d'informer les abonnés de son réseau de chaleur par le biais de son site Internet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Alerte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures ci-après doivent être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'alerte. A noter que lorsqu'un dépassement du seuil d'information/recommandation est prévu le jour même, et cela pour une durée de deux jours consécutifs, la procédure évolue en procédure d'alerte même si ce seuil n'a pas été atteint.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fonctionnement de la chaudière biomasse est limité, afin de diminuer le nombre de livraison de camions de combustible ; - arrêt de l'utilisation des groupes électrogènes et des pompes thermiques sans que cela ne remette en cause le bon état de l'installation et sa sécurité ; - les maintenances des installations sont reportées, sans que cela ne remette en cause la bon état des installations et leur sécurité ; - les systèmes de production les moins polluants sont utilisés lors des épisodes de pollution ; - le fonctionnement des installations de production est limité, au profit de la chaleur de l'unité de valorisation énergétique ; - les générateurs les moins polluants sont utilisés : CH3 et la centrale de cogénération.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en accord avec les mesures prévues a minima dans l'APC du 2 avril 2021. Il a indiqué que le fonctionnement de la chaudière biomasse est en effet limité lors des pics de pollution. En l'absence de procédure interne, il ne peut être vérifié qu'elles sont effectivement prévues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan d'actions qui sera traduit dans une procédure interne devra détailler précisément les actions prévues lors d'un pic de pollution avec un dépassement du seuil d'alerte.</p> <p>L'inspection des installations classées note la proposition, non actée au cours de l'inspection, d'informer les abonnés de son réseau de chaleur par le biais de son site Internet du déclenchement des procédures.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Application

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mise en œuvre des actions prévues dans le cadre des événements suivants :</p> <p>Épisodes de pollution dans le département de la Vienne en 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10/02/2023 (information et recommandation / PM₁₀) - 03/03/2023 (alerte sur persistance / PM₁₀) - 05 et 06/09/2023 (alerte sur persistance / PM₁₀)
<p>Constats :</p> <p>Aucun déclenchement de procédure préfectorale en cas de pic de pollution n'a eu lieu en 2024 sur le département de la Vienne.</p> <p>Aussi, l'inspection a vérifié la mise en œuvre des mesures prévues lors des épisodes de 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10/02/2023 : pic de pollution, procédure information et recommandations pour dépassement du seuil sur les particules en suspension PM₁₀ • 03/03/2023 : pic de pollution alerte sur persistance, procédure d'alerte pour dépassement du seuil sur les particules en suspension PM₁₀ • 05 et 06/09/2023 : pic de pollution alerte sur persistance, procédure d'alerte pour dépassement du seuil sur les particules en suspension PM₁₀. <p>L'inspection n'a pas pu constater si l'ensemble des mesures ont été mises en œuvre, notamment celles visant une information de ses salariés.</p> <p>Cependant, après le déclenchement de la procédure d'alerte du 3 mars 2023, pour laquelle un fonctionnement limité de la chaudière biomasse est demandé en application de l'article 5 de l'APC du 2 avril 2021, l'inspection a constaté que la chaudière biomasse est passée de 100 % de charge à 0 % le 03/03/2023 à 14h. Elle est repassée à 100 % de charge le 06/03/2023. L'exploitant a indiqué que cette baisse de charge était liée à l'information reçue du déclenchement de la procédure préfectorale.</p> <p>Lors de l'épisode des 5 et 6 septembre 2023, la chaudière biomasse était à l'arrêt. Même chose lors de l'épisode du 10 février 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a permis de rappeler l'importance de la mise en œuvre des actions par tous les acteurs lors de pics de pollution.</p> <p>Ainsi, depuis l'annonce de la réalisation de l'inspection, l'exploitant a procédé à des mesures correctives en s'assurant de recevoir les informations sur les déclenchements de procédure (abonnement alertes Atmo Nouvelle-Aquitaine). Une procédure interne devra être intégrée au système qualité de l'établissement pour détailler l'ensemble des mesures et les modalités pratiques.</p>

Il est demandé à l'exploitant d'être particulièrement vigilant quant à la mise en oeuvre de cette procédure. Il est également demandé à l'exploitant d'assurer une traçabilité des actions qui seront mises en oeuvre lors des pics de pollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois